

là où se trouve l'argent aujourd'hui afin de mieux le redistribuer à tous les Canadiens, comme il l'avait fait antérieurement en taxant davantage l'Ontario et le Québec et comme il le fera sûrement dans l'avenir, car le fédéralisme canadien est fondé sur un seul concept: le partage.

[Traduction]

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, je compatis avec mes collègues d'en face qui lisent des discours tout préparés rédigés par les fonctionnaires de leurs ministères. Il est très difficile . . .

M. Deniger: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Le député de Central Nova sait certainement, j'en suis sûr, que mon discours a été rédigé par nul autre que moi, avec l'aide de mon personnel. Il est tout à fait injuste de sa part de sous-entendre que je ne crois pas sincèrement en ce que je dis. Croyez-moi, je m'inquiète de notre avenir et de la situation actuelle. Pas un mot de mon discours ne vient de l'extérieur de mon bureau. J'espère que les députés éprouvent un certain respect pour notre institution et pour moi en tant que personne. Je le considère comme un député respectable. Je suis sûr qu'il ne voulait pas dire que mon discours était tout préparé. J'y ai consacré beaucoup d'efforts et je crois fermement en tout ce que j'ai dit. Il s'est montré des plus injustes. Cela ne lui ressemble pas de laisser entendre que quelqu'un d'autre qu'un membre de mon personnel ou moi-même ait pu rédiger mon discours.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: Monsieur l'Orateur, je suis heureux de voir que le député a une si bonne opinion de ses talents littéraires. Je ne veux pas jeter le doute sur son discours. Il ne m'a pas laissé finir. J'allais dire que je compatissais avec nos vis-à-vis qui doivent lire des textes tout rédigés, préparés par des fonctionnaires de leurs ministères et qui défendent ce budget. Le dernier député qui a pris la parole a dit que ce n'était pas vrai. Je suis heureux de l'apprendre. Je suis heureux d'apprendre qu'il se dissocie implicitement du genre de discours rédigés par les fonctionnaires de ministères, car s'il y en avait moins et plus de discours rédigés . . .

M. Evans: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je m'oppose fermement à ce que vient de dire le député de Central Nova (M. MacKay). Moi aussi, j'ai beaucoup de respect pour lui. En tant que secrétaire parlementaire du ministre des Finances, je puis lui dire que les fonctionnaires du ministère, ont préparé le discours du ministre de concert avec lui et qu'ils ont également rédigé le discours du ministre d'État responsable des Finances (M. Bussières) avec la collaboration de ce dernier. Ils n'ont rédigé aucun autre discours prononcé par l'un ou l'autre des députés de notre parti dans le cadre de ce débat sur le budget.

Des voix: Bravo!

M. MacKay: On nous fournit plus de renseignements sur ces discours qu'on ne nous en a donné jusqu'ici pendant tout le débat sur le budget. Je remercie le député de m'avoir donné ces assurances, elles ne sont certainement pas inutiles.

Le budget—M. MacKay

Il est intéressant de constater, à ce stade du débat sur le budget, que des élections historiques viennent d'avoir lieu aux États-Unis. A mon avis, il serait bon d'en dire quelques mots en passant. Comme chacun sait les événements qui découlent, à la Chambre, des décisions politiques ou de l'absence de décisions politiques du gouvernement quant au budget du ministre des Finances (M. MacEachen), ou au programme énergétique du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) et ainsi de suite, dépendront largement du succès avec lequel le nouveau président, M. Ronald Reagan et son administration sauront faire face aux difficultés que connaissent le monde libre et son pays.

J'espère que les députés se joindront à moi pour présenter nos meilleurs vœux de réussite au nouveau président M. Reagan et à sa nouvelle administration. Évidemment, nous avons beaucoup d'intérêt en commun avec nos amis du Sud. Je me souviens qu'on ait dit une fois à la Chambre—je pense que c'était le chef du parti créditiste qui parlait alors—que les États-Unis étaient, bon gré, mal gré nos meilleurs amis. Je pense qu'il badinait, car c'est précisément ce que les États-Unis ne sont pas. C'est peut-être vrai de l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de ses pays satellites.

Dans notre pays, nous avons la chance d'avoir une frontière commune avec les États-Unis. Je crois que le président Kennedy a déclaré—peut-être à la Chambre des communes ou du moins certainement lors d'une visite dans notre pays—que la géographie avait fait de nous des voisins, que l'histoire avait fait de nous des amis et que l'économie nous avait fait des partenaires commerciaux. Comme le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources l'a dit, j'espère que le gouvernement verra à se mettre immédiatement en rapport avec la nouvelle administration américaine afin de s'attaquer à certains des problèmes très irritants et très préoccupants pour nos deux pays . . . un pipe-line du Nord, les traités sur les pêches qui n'ont pas encore été ratifiés et le programme «Buy America» nous causent bien des soucis. Si j'en parle maintenant, c'est uniquement parce que nous avons une assez grande latitude. Les députés admettront, j'en suis certain, qu'il importe que nous partions du bon pied avec le nouveau gouvernement de nos bons amis du Sud, et je n'en attends pas moins des députés de l'autre côté et des membres du cabinet.

● (1610)

Le débat sur le budget a évidemment confirmé que notre pays est accablé de nombreux sujets de tension et de division. Mon prédécesseur en a mentionné quelques-uns. Les aspects positifs du budget, qu'il serait intellectuellement malhonnête de nier, n'ont pas, au grand désespoir des députés de l'autre côté et du ministre des Finances (M. MacEachen), apaisé les éditorialistes de tout le pays qui ont critiqué le budget avec une virulence inusitée.

La décision de mettre l'accent sur le développement économique, celle d'empêcher les propriétaires de véhicules et de navires étrangers de venir s'approvisionner chez nous en pétrole bon marché, et celle de remettre à plus tard la désindexation sont des aspects positifs du budget, mais elles n'ont pas réussi à endiguer la vague de critiques qui submerge le gouvernement de presque toutes parts.